

QUE LA CRISE S'AGGRAVE ?

MATTHIEU AMIECH

En 1979, alors que la France comptait à peine un million de chômeurs et que les salaires des ouvriers n'avaient pas encore cessé d'augmenter, un économiste méconnu publiait un essai au titre provocateur : *Que la crise s'aggrave!*¹. Ancien « banquier du développement », François Partant avait démissionné vers 1970 de tous ses mandats dans les institutions internationales, par rejet des missions qu'il y avait remplies pendant vingt ans : moderniser les économies des pays du Tiers-Monde pour les faire entrer dans le monde « développé » grâce à des transferts de richesse des pays les plus industrialisés.

Partant n'avait pas seulement constaté que ces transferts étaient inefficaces – au sens où ils ne permettaient pas, à l'époque, aux industries de ces pays (l'Iran, la Côte d'Ivoire, le Brésil...) de devenir compétitives ni à leurs habitants de se rapprocher du

¹ Rien à voir, précisons-le d'emblée, avec l'émission de télévision crapuleuse *Vive la crise*, animée notamment par l'actuel directeur de *Libération* Joffrin, qui célébra au milieu des années 1980 la conversion culturelle de la gauche au capitalisme débridé. *Que la crise s'aggrave!* a été réédité aux éditions Parangon en 2002. Les autres ouvrages phares de François Partant sont *La Fin du développement* (1982), réédité chez Babel en 1997, et *La Ligne d'horizon* (La Découverte, 1987), ouvrage inachevé il sa mort.

« niveau de vie » occidental –, il était arrivé à la conclusion que le but même des organismes pour lesquels il travaillait était mauvais. La notion philanthropique de développement était avant toute chose le masque d'une conversion à marche forcée au capitalisme industriel de régions du monde jusqu'ici plus ou moins soustraites à *cette domination là* – c'est-à-dire de régions qui avaient leurs formes propres d'abondance et de pauvreté, leurs hiérarchies sociales et leurs notions à elles d'égalité et de dignité. Notions souvent imparfaites et parfois très critiquables, mais que la destruction des agricultures vivrières, l'exode rural vers les bidonvilles et la pénétration du consumérisme n'avaient aucune chance de faire évoluer dans un sens souhaitable.

Au moment où décideurs et travailleurs du monde « développé » réalisaient avec stupeur que les taux de croissance économique des Trente Glorieuses, synonymes pour la plupart de progrès matériel et de justice sociale, ne reviendraient plus, Partant se permettait de cracher dans la soupe. Il se réjouissait du ralentissement de la croissance, de la montée du chômage, de l'impuissance des gouvernements à relancer les économies en encourageant la consommation. Il dénonçait sans ménagements les bases de la prospérité miraculeuse des pays occidentaux depuis la Deuxième Guerre mondiale : la modernisation de l'agriculture ; la marchandisation du mode de vie et la bureaucratisation des solidarités ; l'exploitation brutale et directe des ressources naturelles et des peuples du Sud de la planète ; le caractère aliénant du travail parcellisé et mécanisé dans les champs, les usines et les bureaux des pays du Nord. Son discours était donc encore porteur d'une partie de l'esprit de Mai-68, celle qui refusait de voir dans l'abondance capitaliste permise par le taylorisme et in-

carnée par les premiers supermarchés une émancipation à portée de main ; celle qui considérait qu'arracher des hausses de salaire aux patrons, aussi nécessaire et jouissif cela fût-il, ne pouvait constituer une finalité collective (au-delà de chaque collectif de travail particulier), un programme politique à même de modifier l'orientation de la société.

Certes, mais au point de souhaiter que la crise s'aggrave ? C'est que Partant, à cette époque – la sortie des années 1970 – plaçait encore quelque espoir dans certains groupes, en lisière des premiers mouvements écologistes et antinucléaires, qui posaient la question de la subsistance en dehors des circuits de l'industrie et de l'État. Il espérait que la crise illustre, aux yeux d'un nombre croissant de personnes, l'absurdité irrémédiable d'un système basé sur la concurrence, le machinisme et la délégation des prérogatives individuelles et communautaires aux grandes institutions. Il pensait que la montée du chômage, conjuguée à une prise de conscience de la destruction des équilibres naturels par l'économie moderne, pousserait des gens de différents milieux professionnels et sociaux à l'entraide directe, à l'expérimentation, à la réappropriation de savoirs et de techniques confisqués par l'industrie et les spécialistes de toute sorte : que les ouvriers licenciés et les banlieusards dépendants de l'essence chère feraient des potagers ; que certaines campagnes se repeuplèrent ; que des coopératives employant des techniques « conviviales » et produisant l'énergie de manière décentralisée allaient se multiplier ; qu'une partie importante de la population bouderait les nouveaux gadgets proposés par les industries de haute technologie et ferait l'inventaire de ses besoins.

On sait qu'il n'en fut rien. Les années 1980 amenèrent exac-

tement le contraire de ce que Partant appelait de ses vœux : la réhabilitation de l'entreprise et du profit dans les esprits, la pénétration des premiers ordinateurs personnels dans les foyers, la prolifération des centrales nucléaires dans les paysages (en dépit de la catastrophe de Tchernobyl). On ne sait pas trop si la crise économique de l'époque a jamais été surmontée – en un sens, celle d'aujourd'hui en est simplement le prolongement. Mais ce qui est certain et qui importe le plus, c'est que pendant toutes ces années l'économie a triomphé de l'homme. Bien avant que les bourses ne s'effondrent à l'automne 2008, bien avant que la récession menace, c'est à une crise de civilisation que nous sommes confrontés². Et cette crise-là a beau durer depuis des décennies, presque personne, malgré le battage médiatique et publicitaire autour de la nécessité de « sauver la planète », ne

² J'emploie « crise de civilisation » par défaut, en ayant à l'esprit que cette expression a plus d'une fois été employée par des personnes qui déploieraient simplement la dissolution de l'ordre traditionnel des sociétés européennes. J'aurais pu parler de crise *sociale*, mais au-delà des problèmes de définition du « social », le terme est trop galvaudé par les imprécations débiles de Marie-Georges Buffet et les exhortations viriles de Jean-Luc Mélenchon. Crise *politique* et crise *écologique* ne désignent chacune qu'une partie du problème, aussi importante soit-elle. Crise *culturelle*, ou *socio-culturelle*, conviendrait peut-être le mieux, mais aurait exigé un travail d'explication et de définition préalable qui outrepasserait le format de ce texte. À une ou deux exceptions près, je m'en tiendrai donc à « crise de civilisation » pour désigner *la crise qui importe*. Expression insatisfaisante, mais dont je me contente d'autant mieux que je ne suis pas de ceux pour qui révolution rime avec destruction de la civilisation. Je considère la civilisation comme déjà assez détruite par deux siècles d'industrialisation, tout en n'éprouvant aucune nostalgie pour les ordres anciens, qui perdurent d'ailleurs ici ou là, y compris en s'hybridant avec la barbarie rationaliste propre à notre temps.

veut en entendre parler.

La question que nous voulons poser dans ce texte est la suivante : peut-on aujourd'hui (2009) s'exclamer, à la manière de François Partant il y a trente ans, « Que la crise s'aggrave ! » ? Autrement dit, à une époque où aucune force sociale n'est porteuse de manières de survivre et de vivre sans marchandises, y a-t-il quelque chose à attendre de l'aggravation de la crise économique ? Par exemple, est-il sensé d'espérer qu'elle s'aggrave parce qu'elle serait simplement une crise du capital, ou encore, plus hypothétiquement, une crise des élites, « leur crise » comme on l'entend souvent ? Ou encore : est-il raisonnable de penser que cette crise économique favorise une prise de conscience de la crise de civilisation, que traverse sans la regarder en face l'humanité branchée dont nous sommes membres ? Évidemment, répondre à ces questions suppose de se demander d'abord s'il y a réellement crise du capitalisme ; et si oui, quels sont ses rapports avec une crise socioculturelle dont les racines remontent aux périodes de « prospérité » économique des deux siècles précédents.

Le système capitaliste est toujours pris entre deux impératifs, souvent contradictoires. Sa bonne marche suppose que les entreprises disposent de conditions convenables d'exploitation des salariés – qu'elles soient en mesure de payer leur main d'œuvre suffisamment chichement pour rester rentables, eu égard à la concurrence, aux exigences de rendement des actionnaires, etc. Mais la bonne marche de l'économie de marché moderne suppose en même temps que les entreprises disposent de débouchés pour écouler leur production. Si les marchandises sont principalement destinées à des salariés faiblement rémunérés, elles risquent de ne pas se vendre ; et tous les efforts faits en matière de com-

pression des coûts, salariaux notamment, pour rester rentables, tombent à l'eau.

Cette contradiction plane au-dessus de toutes les économies industrialisées depuis plus de 150 ans. Elle est directement à l'origine de la fameuse crise de 1929. Elle a ensuite été conjurée, pendant deux ou trois décennies, dans les pays capitalistes les plus « avancés ». De la fin de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'au milieu des années 1970, les entreprises et les États occidentaux ont pratiqué des politiques de hausses de salaire, parfois massives, dont un des objectifs essentiels était d'empêcher une nouvelle crise générale de surproduction en donnant aux travailleurs les moyens de consommer les marchandises toujours plus nombreuses de la grande industrie. Dans des économies fonctionnant sur des bases essentiellement nationales (en 1960, la production française était majoritairement destinée aux consommateurs de l'Hexagone), les classes dominantes acceptaient volontiers que le progrès technique s'accompagne d'un certain type de progrès social : la hausse du niveau de vie des classes populaires mesuré en pouvoir d'achat monétaire. Une relative égalisation des conditions sociales, certes, mais sur la base d'une dépossession généralisée des moyens de produire et de maîtriser sa vie : salariat pour tous, destruction des techniques de production à échelle humaine, extension des consommations payantes aux dépens des activités gratuites et de l'autosubsistance, nécessité de gagner de plus en plus d'argent pour se conformer à la surenchère du standard de vie moderne.

Puis, sur fond de contestation politique insistante mais confuse de ces « progrès », les années 1970 voient un changement non négligeable se produire. Les économies les plus industrialisées se

« dénationalisent », phénomène connu sous le nom de « nouvelle division internationale du travail » ou plus couramment de globalisation économique : dans les pays du Nord, une part croissante de la production nationale est destinée à l'exportation, et une part croissante des produits consommés vient d'autres pays. Le cercle « vertueux » capitaliste des décennies d'après-guerre est rompu, puisque le pouvoir d'achat distribué localement aux salariés ne génère plus nécessairement de débouchés. Les entreprises donnent à nouveau la priorité à la recherche de rentabilité par la compression des coûts. En conséquence de quoi, le pouvoir d'achat des classes modestes en Occident se met à augmenter beaucoup moins vite, voire à stagner ou à baisser à partir des années 1980, notamment dans les pays anglo-saxop.s. Cela n'empêche pas la consommation d'augmenter tout le temps et partout, ni les merveilles de la technologie dernier cri de se diffuser dans presque toutes les couches des populations du Nord.

Car le capital a des outils de rechange efficaces pour soutenir le rythme d'écoulement de ses marchandises, et repousser dans le temps la manifestation des déséquilibres fondamentaux de son accumulation. Un de ces outils est le crédit à la consommation, qui a joué un rôle majeur dans la décennie précédant l'éclatement de la crise actuelle. Aux États-Unis, une partie des classes populaires et des classes moyennes a été littéralement mise sous perfusion, pour pouvoir continuer à dépenser sans compter et à soutenir une croissance économique hypothéquée par les restrictions salariales et le faible degré de redistribution fiscale. L'Amérique vivait depuis longtemps sur une pyramide de crédit reposant sur sa pointe, et la seule chose étonnante est que le type d'organisation sociale où nous vivons ait eu pendant tant

d'années la capacité d'ajourner un krach inéluctable – comme si la taille du gouffre qui guettait tous les acteurs du système était telle que la peur de le regarder maintenait de manière paradoxale et indéfinie la confiance (une « fausse confiance », en quelque sorte).

Reste qu'en qualifiant le krach d'inéluctable, on ne dit pas l'essentiel : que la crise n'est pas principalement financière ; qu'il n'y a pas eu d'effondrement financier aux conséquences douloureuses pour l'économie réelle, comme on l'entend en permanence, mais l'éclatement d'une bulle financière, qui ne s'était formée et n'avait tant gonflé que pour masquer et conjurer l'ampleur des contradictions qui travaillaient l'économie réelle. Au premier rang de celles-ci, la tendance à la surproduction mondiale, à une époque où le capital rémunère mal ceux qui pourraient consommer plus, en même temps qu'il connaît quelques difficultés à inventer de faux besoins supplémentaires pour ceux qui disposent d'un pouvoir d'achat au-delà des nécessités de base de la vie industrialisée.

Il y a donc bien crise économique, crise de l'accumulation capitaliste. Nulle invention, nul complot des élites, pour cette fois : le système de production et d'échanges qui domine le monde rencontre effectivement des difficultés relativement sérieuses (en tant que système bien sûr, ce qui n'a rien à voir avec la possibilité qu'ont toujours les dirigeants de grandes entreprises ou de banques de toucher des dividendes colossaux, à titre personnel). Ses difficultés ne sont pas passagères – elles sont en gestation depuis le milieu des années 1970 mais elles n'ont pour autant rien d'insurmontable, n'en déplaise à ceux qui annoncent trompette au clair ses énièmes funérailles. Le fait que le risque de

surproduction et la difficulté d'inventer de nouveaux marchés durablement solvables, dans un capitalisme *radin* (qui paie mal ses esclaves), éclatent au grand jour rend en quelque sorte service à ceux qui veulent consolider ce système. Les voilà dans l'obligation de multiplier les outils de régulation et de domestication susceptibles de relancer la machine pour quelques tours de plus : services à la personne, statut d'auto-entrepreneur, emplois et projets « verts », etc.

Mais ce qui fait surtout que la crise est relative et que ses gestionnaires ont peu de souci à se faire, c'est que les peuples du monde (à commencer par ceux du Nord) sont totalement dépendants, matériellement et psychologiquement, de leurs industries, et qu'aucune opposition politique conséquente à cette dépendance n'existe actuellement. Aucun effondrement du capitalisme n'est pensable sans révolte organisée contre les rapports sociaux qui le constituent et qui sont aujourd'hui au moins autant des rapports de dépendance nourricière que des rapports de domination, au sens où on l'entend traditionnellement.

Au fond, la crise économique en tant que telle n'aggrave ni ne tempère la crise de civilisation qui avait déjà commencé du temps où le capitalisme était *généreux* (du temps où il payait bien) ; c'est plutôt la crise de civilisation qui permet à la crise du capital de ne pas dépasser un certain point. Car au début du XXIe siècle comme tout au long du XXe, le grand processus de dépossession des humains, la guerre de la grande industrie contre l'autonomie des individus et des communautés suivent leur cours. Chacun de nous est de plus en plus dépendant d'une myriade d'acteurs inaccessibles et incontrôlables (bureaucraties obscures, centrales nucléaires, vedettes dérisoires), pour

se nourrir, se meubler, se distraire, se soigner, et *last but not least* « communiquer » à jet continu avec ses semblables, par les médiations sacrées et empoisonnées de l'internet et du téléphone portable. Les grandes multinationales, que presque tout le monde honnit, ont nos vies bien en main ; et jusqu'ici, l'aspect écologique de la crise de civilisation ne fait que renforcer cette emprise. La catastrophe environnementale est un prétexte pratique pour franchir un nouveau seuil dans la prise en charge mentale et concrète des citoyens par les grandes organisations et leur propagande.

En fait, ce qui a vraiment changé depuis l'époque où Partant s'exclamait « Que la crise s'aggrave ! », c'est qu'il n'y a plus lieu d'espérer que l'aggravation de leur situation fasse particulièrement réagir les citoyens modernes. Parier sur l'aggravation de la crise économique (aussi bien que de la crise écologique d'ailleurs) pour espérer une réaction politique d'envergure est vain, les trente dernières années en sont une démonstration accablante et quotidienne. C'est même exactement l'inverse qui se produit : la crise économique a tendance à aggraver la crise de la conscience politique. Elle donne à chacun une occasion rêvée de se dissimuler son rôle dans la société, de se réfugier derrière des figures commodes et caricaturales du Mal, de l'irresponsabilité. Quand l'irresponsabilité est la chose la mieux partagée du monde, à notre époque.

Les mots d'ordre les plus répandus dans la grogne politique qui sourd depuis le krach boursier et ses premières conséquences « sociales » à la fin de 2008, sont aussi désarmés que désarmants. En France, la focalisation des contestataires sur les actionnaires, les dirigeants de banque et la personne du Président de la Ré-

publique, est le premier obstacle, de taille, à toute remise en cause sérieuse du désordre établi – soit dit en passant, ceux qui « le » détestent tant se demandent-ils parfois si l'on peut faire plus grand honneur à un Narcisse que de lui attribuer un rôle décisif dans les affaires du monde ? Quand en réalité son rôle est tellement dérisoire, tellement petit.

À entendre les slogans qui émaillent les cortèges syndicaux, les occupations d'usines et d'universités, ou les congrès de refondation de l'extrême gauche, la misère du monde est essentiellement le fait d'une mince élite dirigeante, assoiffée de lucre et infectée d'idéologie libérale ; d'une poignée de financiers qui usurpent le bien public et dépouillent le peuple vertueux, par appât du gain. On nous ressert donc en 2009, jusqu'à la nausée, le mythe des deux cents familles, la vieille rengaine de l'indépendance des puissants. Parce que voyez-vous, quand les managers gagnaient 200 fois le SMIC, cela allait encore ; mais si c'est 600 ou 1 000 alors c'est insupportable. Quelle rigolade !

Les sujets d'un régime despotique ont toujours, aussi dominés soient-ils, une part de responsabilité dans le cours des choses. Et quand ce sont les sujets du règne moderne et « démocratique » de la marchandise, alors c'est d'une participation active qu'il s'agit. Bien sûr, nous vivons dans une société terriblement compliquée ; bien sûr, chacun se sent écrasé par les événements, sans prise sur les grandes évolutions de ce monde. Mais tout de même, la somme de lâchetés, de résignations, d'obéissances honteuses, à tous les niveaux de l'échelle, qui jour après jour confèrent effectivement aux responsables des grandes structures industrielles et financières (en fait, à ces structures elles-mêmes) un pouvoir démesuré sur nos vies ... Il y a quelque chose de tel-

lement faux dans la litanie des plaintes et des indignations : eh bien oui ! quelle surprise, ceux qui disposent « légitimement » de nos vies – de par leurs capitaux, de par leurs titres d’experts, de par leurs appuis bureaucratiques ou mafieux, et de par notre soumission – en usent et en abusent.

Ces derniers mois, des millions de personnes se sont retrouvées dans les rues pour réclamer plus de « pouvoir d’achat », et pour « défendre l’emploi ». C’est la crise, donc interdiction de réfléchir à la nature et aux conséquences de ce qui est produit, de ce à quoi l’on participe quotidiennement : pneus, bulldozers, puces informatiques, tout est bon dans le cochon – surtout la pollution et la dépossession. Interdiction aussi de faire remarquer que la consommation des ménages est le pilier de la croissance économique depuis des dizaines d’années dans un pays comme la France ; que le pouvoir d’achat des salariés est donc un carburant indispensable à la course aux profits, pour que soient amortis les investissements colossaux dans « l’innovation », qui repoussent constamment les frontières de l’absurde (« j’ai 10000 chansons dans ma poche, dans le métro, pour me protéger des autres passagers qui ont aussi un i-Pod ») et les capacités de résistance du vivant à l’empoisonnement. Et si nous les obtenions, ces hausses massives de salaire garanties par l’État, nous irions les reverser en pleurant au Comité catholique contre la faim, à la prochaine crise alimentaire en Afrique ?

Lutter dans son entreprise parce qu’on estime que les salaires sont trop bas est entièrement légitime, et le sera toujours. Une grève pour une augmentation n’est pas moins digne qu’une grève pour aménager les conditions de travail, ou se venger d’une hiérarchie trop arrogante, là n’est pas la question. La question

est qu'il y a une différence profonde entre une revendication salariale locale – souvent une revendication parmi d'autres – et l'émergence à l'échelle nationale d'un mot d'ordre de défense du pouvoir d'achat. Un tel mot d'ordre parle on ne peut plus clairement la langue de la domination, et pourtant, beaucoup ont l'outrecuidance de le présenter comme une remise en cause du capitalisme :

[En Occident] l'humanité du travailleur salarié est de moins en moins attaquée par une misère économique qui mettrait en danger son existence physique. Elle l'est de plus en plus par la nature et les conditions de son travail, par l'oppression et l'aliénation qu'il subit au cours de la production. Or c'est dans ce domaine qu'il n'y a pas et ne peut y avoir de réforme durable, mais une lutte aux résultats changeants et jamais acquis, parce qu'on ne peut pas réduire l'aliénation de 3 % par an et parce que l'organisation de la production est constamment bouleversée par l'évolution technique. Les organisations [politiques et syndicales] traditionnelles s'appuyaient sur l'idée que les revendications économiques forment un problème central pour les travailleurs, et que le capitalisme est incapable de les satisfaire. [...] [Or] le capitalisme ne peut vivre qu'en accordant des augmentations de salaire, et pour cela des syndicats bureaucratés et réformistes lui sont indispensables³.

³ Cornélius Castoriadis, « Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne », article de la revue *Socialisme ou barbarie* publié en 1961,

Plus que jamais, ce que réclament à corps et à cris la gauche et l'extrême gauche, c'est un capitalisme qui fonctionne (enfin) bien. Et ce ne sont pas les milieux réputés libertaires ou « autonomes » qui relèvent le plat. Pourtant le début des années 2000 avait vu resurgir, en marges des mouvements sociaux et des organisations bureaucratiques, une critique du capitalisme *réel*, c'est-à-dire une critique de l'organisation de la dépendance – matérielle, notamment. Des textes, des groupes, des actions dénonçaient de manière diffuse le système des faux besoins, la tyrannie de l'expertise et de la technologie, l'impossibilité d'éprouver une responsabilité individuelle et une liberté collective dans une société de masse désormais taillée aux dimensions de la planète entière. Aujourd'hui, on n'entend quasiment rien d'autre qu'une critique du capitalisme financier du type « un peu de profit ça va, mais beaucoup c'est vraiment immoral ». Quand ce n'est pas la tarte à la crème des gouvernants-qui-méprisent-le-peuple-alors-qu'ils-lui-doivent-tout...

C'est le grand retour de la culpabilité et du misérabilisme. Le retour de la peur : peur d'affirmer des valeurs différentes de celles de cette société, des désirs d'autonomie ; peur d'être minoritaire, d'être accusé de ne pas tenir compte des autres, des pauvres, de la majorité. À lire les textes qui circulent sur « la crise », on croirait qu'il est impensable qu'un ouvrier s'interroge sur les raisons qui font que les supermarchés sont pleins, et qu'il mette en cause ce type d'abondance : « Ben oui, c'est un ouvrier », déplore le militant qui prétend représenter cette catégorie ; on

points 4 et 5 de la conclusion (cf. *Capitalisme moderne et révolution*, tome, 2 édition 10/18,1979, pp. 186-187).

croirait impensable qu'un habitant de cité fasse le lien entre les bidonvilles et les famines dans les pays du Sud, et le mode de vie dans les pays du Nord (le mode de vie *en général*, et non pas simplement la rapacité de l'élite dirigeante occidentale, ou la volonté de domination de la race blanche)⁴.

Il y avait autrefois quelque chose de fou – de faux, mais de beau – dans la conviction marxiste que les couches sociales dont les conditions matérielles d'existence étaient les plus dures seraient les plus à même de se soulever contre l'ordre capitaliste, et d'inventer une société débarrassée de toute injustice, de toute aliénation. Aujourd'hui, il y a quelque chose de désolant dans la manière dont les « dominés » sont supposés incapables de comprendre les ressorts véritables de l'exploitation, le caractère d'impasse humaine et écologique du capitalisme industriel. Ceux

⁴ Il y a tout de même quelques exceptions : un tract distribué à Toulouse le 29 janvier 2009, « Ne Pas Avaler... », dénonce l'ouvriérisme et le progressisme idiots du Nouveau Parti anticapitaliste ; le *Manifeste pour les produits de haute nécessité*, rédigé par des intellectuels guadeloupéens et maniniquais notamment, tente de mettre en perspective les revendications économiques du mouvement de grève dans leurs îles ; enfin, un tract du Collectif du 19 mars de la ville de Mende (Lozère), intitulé (« Guadeloupe partout », fait cette remarque judicieuse : « De deux choses l'une, ou bien ceux qui travaillent – et ceux qui sont peut-être en attente de le faire un jour – se perçoivent comme de pures victimes du "système", et le comble serait qu'ils en redemandent en réclamant la relance de cette machine économique qui broie le vivant ; ou bien, participant au binz, on sent bien qu'on ne fait pas face au "système", et que s'il ne tient que grâce à nous – à l'énergie que nous lui insufflons, à notre passivité qui le rend incontrôlable – on peut tout aussi bien le défaire. La conclusion dans les deux cas est la même : il n'y a aucune raison de continuer à collaborer au désastre, et il nous faut ouvrir des voies de sécession. »

qui ne veulent rien d'autre que mener la même vie misérable que les « dominants » se trouvent ainsi par avance excusés : « Eh oui, comprenez, ce sont des dominés », feignent de déplorer les gens des classes moyennes, qui se cachent ainsi derrière la difficulté qu'il y aurait à « expliquer aux plus défavorisés » d'ici et d'ailleurs la nécessité d'un changement radical de société. Parce qu'eux-mêmes en ont affreusement peur, de ce changement. Non pas dans le sens où ils n'y auraient pas *intérêt*, mais dans le sens où ils n'en ont pas *envie*.

Il serait bon de considérer qu'à notre époque, personne n'a intérêt, au sens marxiste (ou plutôt au sens matérialiste) du terme, à ce qu'une société libre, égalitaire et décente advienne. Pas plus les pauvres que les riches. Le désir d'un tel changement peut venir que d'une aspiration à une vie plus libre, désaliénée des rapports marchands, de la bureaucratie, de la technologie. Et ce désir de liberté n'est plus (s'il l'a jamais été) affaire de classe : il est affaire de révolte, d'indépendance d'esprit, de rencontres, d'imaginaire, de courage personnel et de créativité collective... La société actuelle est un peu comme le court central de Roland-Garros : il y a ceux qui sont en haut des gradins, avec les places les moins chères (mais qui peuvent représenter une grosse dépense pour eux) ; il y a ceux qui ont payé cher une place un peu plus près du terrain ; et puis au bord, il y a les V.I.P. qui ne paient pas les meilleures places, alors qu'eux sont pleins aux as. La question est : doit-on se révolter pour faire payer leur place aux V.I.P. ? Pour que ce ne soient pas les mêmes qui occupent les différentes parties des tribunes chaque année ? Ou doit-on détruire ce stade, et faire en sorte que la société ne ressemble plus à Roland-Garros ?

La semaine du 1er mai dernier, inspiré par le titre du best-seller politique du moment *Le Nouvel Observateur* faisait sa couverture sur « L'insurrection française », se demandant gravement jusqu'où elle irait. En pages intérieures on pouvait lire que la grone sociale soi-disant montante était animée par la *passion de l'égalité*, fil rouge reliant toutes les fièvres hexagonales du passé. En réalité, il nous semble que les mouvements qui agitent sporadiquement « la rue » ces temps-ci sont dépourvus de toute idée de ce que serait une égalité sociale véritable, autant que du désir de réunir les conditions concrètes que cette dernière exige – en premier lieu la désindustrialisation de la production. Au fond, c'est surtout une forme de *haine de la liberté* que ces mouvements manifestent, dans la mesure où on n'y perçoit pas le moindre désir d'indépendance vis-à-vis du système économique où nous sommes tous enfermés. Au contraire, tout se passe comme si, plus ce système s'avérait abominable et inacceptable, plus ses victimes demandaient à ce que leurs vies y soient attachées : par plus de médiations monétaires, par plus de lois « protectrices », par plus de machines et d'automates interposés entre nos corps et la réalité sensible⁵.

Il n'y a donc plus lieu de souhaiter que la crise s'aggrave – ni la crise économique, ni la crise de civilisation. Cela n'aurait de

⁵ Un exemple poussé de ces tendances libéricides est offert depuis maintenant cinq ans par le sinistre mouvement Sauvons la Recherche. Sur le rôle de la science moderne dans le capitalisme industriel, et le rôle politique du mouvement des chercheurs, voir *États généraux de la servitude*, brochure de la Commission Nationale de Répression du Scientisme, trouvable sur internet ; et l'ouvrage du groupe Oblomoff aux éditions de l'Échappée, *Un futur sans avenir. Pourquoi il ne faut pas sauver la recherche scientifique*.

sens que si cela devait favoriser une conscience et une combativité politiques renforcées. Or, on l'a dit, les crises actuelles ont surtout pour effet de rendre moins lucide et moins déterminé. Nous sommes donc condamnés à attendre et à susciter (à susciter en les attendant) des mouvements d'envergure, qui soulèvent enfin à nouveau les questions susceptibles de mettre en danger cette organisation sociale : la question de la séparation entre nos intérêts en tant que producteurs et nos intérêts en tant que consommateurs, séparation qui fractionne nos existences en plus de faire de nous des schizophrènes permanents, par rapport au problème de l'exploitation du travail ; la question de la séparation entre les travailleurs et les moyens de production, question qui mène immédiatement au problème de l'échelle et du contenu de la production ; la question de l'accès à la terre, de sa propriété et de la reconstitution d'une agriculture vivrière.

Ces questions traversent une partie des mouvements anticapitalistes latino-américains, au Chiapas et autour de Oaxaca, en Bolivie, au Brésil, etc. Voilà les seules régions du monde où des résistances culturelles et matérielles d'ampleur sont parfois opposées à l'extension des rapports marchands et de la culture industrielle⁶. Il est impossible de prévoir si ces questions et ces résistances resurgiront un jour de manière conséquente en Europe, et, si c'est le cas, de savoir quel type d'événement les fera resurgir. En tout cas, un préalable indispensable est d'y changer complètement le programme et l'imaginaire de la contestation, dans le sens de ce que réclamait un Castoriadis il y a déjà cin-

⁶ Il semble toutefois que ces résistances ne font pas toujours preuve d'une défiance suffisante à l'encontre de l'État et de la bureaucratie.

quante ans :

L'idée que le socialisme coïncide avec la nationalisation des moyens de production et la planification ; qu'il vise essentiellement – ou que les hommes devraient viser – l'augmentation de la production et de la consommation, ces idées doivent être dénoncées impitoyablement, leur identité avec l'orientation profonde du capitalisme montrée constamment. [...] Le contenu essentiel du socialisme : restitution aux hommes de la domination sur leur propre vie ; transformation du travail de gagne-pain absurde en déploiement libre des forces créatrices des individus et des groupes ; constitution de communautés humaines intégrées ; union de la culture et de la vie des hommes, ce contenu ne doit pas être caché honteusement comme spéculation concernant un avenir indéterminé, mais mis en avant comme la seule réponse aux problèmes qui torturent et étouffent les hommes et la société d'aujourd'hui. Le programme socialiste doit être présenté pour ce qu'il est : un mouvement d'humanisation du travail et de la société. Il doit être clamé que le socialisme n'est pas une terrasse de loisirs sur la prison industrielle, ni des transistors pour les prisonniers, mais la destruction de la prison industrielle elle-même⁷.

⁷ Cornélius Castoriadis, « Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne », article de la revue *Socialisme ou barbarie* publié en 1961, point 2 de la conclusion (op. cit., p. 185).